

AÏN-DEFLA

Les chiffres de la pauvreté

Face à l'enveloppe consentie pour venir en aide aux couches déshéritées de la population, chacun en fait sa lecture, et les lectures ne sont pas univoques.

Les uns louent l'opulence de l'Etat et son élan de générosité et de solidarité en direction des pauvres, des mal lotis, de ceux qui émergent à la soupe populaire, aux restaurants du cœur tout au long du mois sacré du Ramadan. D'autres y voient une paupérisation croissante. Cependant, il est logique de penser que plus l'enveloppe est importante, plus on peut cerner l'importance du nombre de citoyens qui vivent de l'assistance.

Cette année, la wilaya de Aïn Defla a consenti un montant global de 8 367 500 000 de centimes, un montant qui est, en fait, un montage financier auquel participe le budget de la wilaya avec 1 milliard de centimes, le ministère de la Solidarité avec 302, 5 millions de centimes, les communes avec 7,065 milliards, le tout à répartir entre 27 259 familles pauvres recensées parmi lesquelles on compte 5 119 handicapés, 19 497 personnes qui émergent au filet social et 2 643 autres non assurés



De longues files se forment depuis le début du Ramadan partout dans le pays.

sociaux. Si on compte une moyenne de 5 personnes, cela fait une population de 135 295 personnes, soit le 1/6 de la population globale qui vit dans la pauvreté. A la veille du 1^{er} août, il était prévu la distribution de 31 405 couffins au niveau de 78 points répartis sur le territoire de la

wilaya pour lesquels ont été mobilisés 289 agents dont 102 bénévoles.

A ces dons en produits alimentaires, viennent s'ajouter l'ouverture de 16 lieux de restauration au niveau de 10 communes (dont 6 à Khemis Miliana) pour servir globalement 3 255 repas à prendre sur

place ou à emporter. On notera cette année que pour la première fois, ici, la participation de la Sonatrach avec 500 couffins qui ont été attribués aux familles les plus nécessiteuses des communes les plus pauvres de la wilaya à savoir les communes de El Maïen, Belâas, El Hassania, Dje-

mâa Ouled Echikh et Bathia. La Sonatrach n'a pas été la seule société à s'impliquer dans cet élan de solidarité puisqu'y ont pris part des groupes de bienfaiteurs comme le Complexe laitier d'Arrib, le Groupe industriel Mitidja — les Moulins Torchi — Cherfaoui — l'union des commerçants ainsi que celui des Boulangers, et ce, à côté de dizaines d'autres bienfaiteurs qui ont tenu à garder l'anonymat.

Toujours dans le cadre de la Solidarité, il est prévu la circoncision de 150 enfants de nécessiteux et la distribution de dons à quelque 200 handicapés lourds qui vivent dans les centres prévus à cet effet, et ce, à l'occasion de l'Aïd-El-Fitr qui marque la fin du mois de Ramadan.

On signalera aussi que jeudi en début de matinée, on a pu voir à l'entrée du siège de l'APC de Miliana, plus d'une centaine de personnes, des hommes et des femmes, qui se sont regroupées là, affirmant qu'elles attendaient une distribution de couffins. Certaines nous ont déclaré avoir été oubliées et n'avoir rien reçu, quelques voix se sont élevées pour porter des accusations contre des responsables qui auraient fait profiter du «couffin» leurs familles et leurs amis.

Nous avons pris alors contact avec le maire qui était en compagnie d'un autre élu. «Nous avons procédé à la distribution des 400 couffins octroyés par la Direction de l'assistance sociale d'une valeur de 2 500 DA chacun et 400 autres couffins d'une valeur de 1 500 DA chacun émanant de sept bienfaiteurs qui ont tenu à garder l'anonymat». Il précise aussi que «la commune de Miliana compte quelque 1 200 nécessiteux répartis à travers tous les quartiers» ajoutant «il ne faut pas oublier qu'il y a aussi des personnes qui ont été servies et qui reviennent à la charge et nous n'avons pas les moyens de satisfaire une demande aussi importante».

Karim O.

L'Etusa s'investit dans le transport urbain

L'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger vient de signer une convention avec les autorités locales pour une prise en charge d'une grande partie du transport dans les grands centres.

Selon les termes de cette convention, le siège d'une société, sise sortie ouest de la ville de Aïn-Defla, abandonné depuis des années, est mis à sa disposition pour servir de dépôt à son parc roulant, ses ateliers de maintenance et son administration locale.

Selon les informations que nous avons recueillies, l'intervention de cette entreprise nationale débute au niveau du chef-lieu de wilaya pour s'étendre à Khemis-Miliana et El-Attaf à commencer par Aïn-Defla-ville, parce que d'un côté celle-ci s'est considérablement agrandie et de l'autre, toutes les directions de l'exécutif de la wilaya y sont concentrées drainant ainsi une population des 36 communes. Si les liaisons inter-villes répondent aux besoins de déplacement des populations, principalement le long de la RN4, à l'exclusion du sud-ouest de la wilaya où le transport public est quasi inexistant, c'est à l'intérieur de la «capitale administrative» que le transport public fait défaut, obligeant citoyens et employés à faire des kilomètres à pied par tous les temps ou à recourir aux taxis dont le plan de circulation n'est pas adapté aux populations, car pour aller de la gare routière à un endroit précis, il faut prendre un taxi à 100 DA pour la moindre course. Certes, il existe un transport urbain qui fonctionne sous la régie communale avec seulement 8 bus, nous explique le maire, mais certains d'entre eux sont parfois en panne. A noter que ce sont des véhicules qui ne datent que de deux années. A cela s'ajoute un plan de circulation qui ne prend pas en compte les attentes des citoyens qui arrivent et qui quittent la ville. Notre

interlocuteur ajoute que si «les 8 bus ne sont pas tous mis en circulation c'est parce que la chaussée de l'itinéraire ciblé est en très mauvais état». Il y a aussi le fait que certains de ces bus sont immobilisés dans le parc communal sans raison.

Aïn-Defla, chef-lieu de commune, de daïra et de wilaya, dispose de 155 licences de taxi. 111 seulement sont exploitées, soit 71% environ dont 58 à titre collectif et 53 individuel, ce qui ne génère que 561 sièges. A Khemis-Miliana, chef-lieu de commune et de daïra, autre agglomération ciblée en second lieu par l'Etusa, la situation dans les transports est différente à plus d'un titre, d'abord par les besoins de déplacement qui ne se font pas sur de grandes distances, ensuite parce qu'un transport urbain a été mis en place depuis 2 années, mais qui fonctionne, en régie communale aussi, avec 10 bus et un plan de circulation mieux étudié. Pour ce qui

est des taxis, Khemis Miliana, appelée «le poumon économique de la wilaya», dispose de 253 licences dont 212 sont exploitées.

En revanche, si on exclut la tête de ligne de taxis qui joute la gare routière et qui est spécialement destinée au transport extra-muros, la ville ne dispose que d'une seule tête de station pour l'intra-muros, en plein centre-ville, où les exploitants toujours en bute aux clandestins qui leur font de l'ombre, pratiquant un tarif encore plus élevé. Aïn-Defla ne dispose aussi que d'une seule station au niveau des «Trois-Horloges» avec une seule destination : El-Khachab (aller et retour), ce quartier ouest étant pourtant largement desservi par les transports collectifs qui ont pour destination la commune de Bourached. Fait important à signaler : ce sont les licences de taxi qui sont décernées et non exploitées dans différentes communes où les besoins sont pourtant très importants. A titre d'exemple, 145 licences d'exploitation sont accordées dans 9 communes les plus déficitaires en la matière et où aucune de ces licences n'est exploitée, et ce, pour

moult raisons. Ajouter à cela les candidats au transport public continuent de boudier certaines communes, notamment celles du sud-ouest (Belaas, Bathia, El-Hassania...). On leur préfère les lignes plus juteuses en direction d'Alger ou vers le littoral. En principe, le transport étant «un produit-service», la couverture de la wilaya devient une priorité. Or, ici, cela n'a pas été le cas et les causes ne datent pas d'hier, il appartient maintenant aux autorités concernées de rétablir l'équilibre.

La situation est encore plus criante quand on apprend que sur les 1 349 licences accordées, seules 736 sont exploitées. On espère donc que l'intervention de l'Etusa, qui dispose d'une grande expérience en matière de transport urbain et de gros moyens matériels, (on parle de 30 bus au départ), viendra combler les lacunes et les carences au moins dans les grandes agglomérations urbaines telles que Khemis-Miliana, Aïn-Defla et El-Attaf pour ne citer que celles-ci. Le plus tôt sera le mieux, espère-t-on.

Karim O.

COMMERCE INFORMEL À TIARET Coup de balai à la cité Volani

Enfin ! Les nombreux commerçants qui ont pris l'habitude de squatter en toute impunité les trottoirs et même une partie des rues au niveau du quartier «Volani» au sud de la ville, ne séviront plus.

Cela a été possible grâce à une véritable opération de balayage enclenchée en fin de semaine, par les policiers.

Ces derniers qui se sont déployés en renfort ont réussi en l'espace d'une demi-journée à mettre fin à l'anarchie qui régnait aux alentours de l'ex-souk el fellah, devenu un pôle incontournable au commerce informel mais aussi aux agressions contre les citoyens.

Ce coup de poing soulageant à souhait a été favora-

blement accueilli par la population tant que cet endroit constituait auparavant un vrai casse-tête aussi bien pour les piétons que pour les automobilistes, car obstrué par les marchandises.

Ce coup de lifting, au cœur du commerce informel, devrait également toucher les autres sites connus pour ce phénomène récurrent telle la «medersa» où le passage devient pratiquement impossible. Aussi, en vue de réguler ces activités, l'on croit savoir que des marchés de proximité structurés seraient sur le point de voir le jour, ce qui n'est pas sans préserver l'image jusque-là ternie de nos centres-villes, dira un citoyen.

Mourad Benameur

BOUIRA Radio Bouira captée par satellite

Encore une nouvelle prouesse pour la jeune Radio Bouira qui a été créée en janvier 2009. En effet, depuis avant-hier, Radio Bouira peut être captée par le satellite AB3, 5° ouest sur la fréquence 11065 GHz, débit symbole 11085, ou le NSS7 sur la fréquence 12674 GHz, débit symbole 20255.

Ainsi, après avoir pataugé dans l'amateurisme le plus primaire pendant plus de deux ans, Radio Bouira et grâce au professionnalisme de son équipe, s'est lancée dans une dynamique novatrice avec de nouvelles émissions et de nouveaux programmes, une autre manière de traiter l'information qui a rompu avec l'ancienne mentalité de suivisme avec plus d'ouverture envers les préoccupations citoyennes.

Toutes ces prouesses sont traitées sur un pied d'égalité avec les deux langues nationales, tamazight et l'arabe, et avec une équipe de journalistes jeunes et dynamiques.

Bon vent les gars !

Y. Y.